



QUALITE DES INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS L'ESPACE UEMOA DE 2000 A 2020

Abdou Wahabe RAMDE, Ph.D

Brainae University

Email : ramdeaw90@gmail.com

Tel : +226 70 19 81 97

Received : June 5th, 2023 ; Accepted : July 4th, 2023; Published : July 19th, 2023

RÉSUMÉ

Cette étude investigate l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique dans l'UEMOA sur la période 2000 à 2020. A l'aide d'un modèle à effet aléatoire, les résultats montrent que les variables institutionnelles, à savoir l'instabilité politique et la violence, la corruption sont significatives respectivement au seuil de 1% et de 10% sur la croissance économique. L'état de droit est non significatif. Un assainissement de l'environnement institutionnel s'avère nécessaire dans les pays de l'UEMOA.

Mots clés : *Qualité des institutions, croissance économique, UEMOA, Modèle à effet aléatoire.*

SUMMARY

This study investigates the effect of institutional quality on economic growth in the WAEMU over the period 2000 to 2020. Using a random-effects model, the results show that the institutional variables, namely political instability, violence and corruption, are significant on economic growth at the 1% and 10% thresholds respectively. The rule of law is insignificant. There is a need to clean up the institutional environment in UEMOA countries.

Key words: *Institutional quality, economic growth, UEMOA, Random-effect model.*

1. INTRODUCTION

D'après la perspective économique de l'Afrique (BAD, 2019), la population africaine en âge de travailler devrait passer de 705 millions de personnes en 2018 aux alentours d'un milliard d'ici 2030. L'Afrique doit créer chaque année environ 12 millions de nouveaux emplois pour contenir l'augmentation du chômage. Une croissance économique forte et durable est indispensable à la création d'emplois. Dans l'espace UEMOA, on a observé une évolution plutôt lente de la croissance économique avec un taux de 4,30% sur les 30 dernières années (WDI, 2020). Dans le même temps les pays membres de l'UEMOA sont des mauvais élèves en terme de qualité des institutions et cela joue considérablement sur le développement économique des pays. En effet, les pays de l'UEMOA ont été fortement menacé par plusieurs crises à savoir la crise sociopolitique qui est caractérisée par l'instabilité politique, la crise sécuritaire et la crise de sanitaire ses dernières décennies.

La question qui se dégage est de savoir quelle est l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique.

L'objectif de cet article est d'étudier la relation entre la croissance économique et la qualité des institutions dans les pays de l'UEMOA. Il s'agira spécifiquement de :

Analyser l'effet de la stabilité politique sur la croissance économique dans l'UEMOA

Apprécier l'effet de la corruption sur la croissance économique dans l'UEMOA.

Le reste de l'article suit le plan suivant : Revue de littérature, méthodologie et donnée, présentation, interprétation et discussion des résultats et pour finir par la conclusion.

2. REVUE DE LITTÉRATURE

Selon (Sachs, 2003), le concept d'institution est devenu l'objectif intermédiaire de toute réforme économique. Il ressort des récents travaux réalisés par des économistes comme Acemoglu et al. (2001), que le niveau de développement économique d'un pays s'explique presque intégralement par ses institutions, ses ressources, sa politique économique, sa géographie, sa géopolitique. Pour Acemoglu (2001), ce qui explique la différence dans la croissance du PIB entre les nations, ce sont les pays qui ont de bonnes institutions et des droits de propriétés plus avancés. Ces pays ont utilisé ces atouts pour former leur capital humain qui sont employé afin de faire des rendements d'échelles plus importants. Quant à son second article (Acemoglu D., 2003) confie que des écarts considérables de prospérité constatés entre les pays développés et les pays en développement s'expliquent presque par deux facteurs importants : la situation géographique et les institutions. Selon (Ouedraogo, 2008), la croissance économique dans l'espace UEMOA est expliquée par l'amélioration de la qualité des institutions dans la lutte contre la corruption, la stabilité du gouvernement et la réduction de l'influence militaire en politique. (Ramde, 2015), à partir d'un panel VAR, montre que l'instabilité sociopolitique, la corruption et la mauvaise qualité de régulation de l'activité économique ont été des contraintes pour les investissements et la croissance économique. (Baliamoune-Lutz & Ndikamana, 2007) dans leurs travaux sur la corruption et la croissance montrent que la corruption affecte la croissance économique directement et par le biais de son impact sur l'investissement. Par ailleurs il indique l'existence d'un effet en forme de U inversé, ce qui implique que la corruption est plus néfaste pour la croissance lorsque le degré d'ouverture

aux échanges est important. Ainsi d'après eux, les pays africains qui effectuent beaucoup d'échanges commerciaux, essentiellement les pays riches en ressources naturelles, risquent davantage d'avoir un État corrompu. Dans ce même ordre d'idée, (Souria, Hammache, 2017) cherchent à cerner la relation entre le risque-pays, la qualité institutionnelle et les IDE en Algérie. A travers la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) les résultats témoignent clairement qu'en Algérie les investisseurs étrangers se préoccupent davantage du risque financier. La variable liberté économique étant significative explique en partie la variation des flux des IDE entrants.

3. METHODOLOGIE ET DONNEE

3.1 Champ d'application et variables

❖ Population et échantillon

Cette étude s'intéresse aux pays membres de l'UEMOA (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal, Niger, Togo, Guinée Bissau, Bénin).

❖ Source de donnée et méthode de collecte

Les variables utilisées pour cet article sont de deux ordres, à savoir les variables exogènes et les variables endogènes. Aux titres des variables exogènes institutionnelles, nous avons une large gamme d'indicateurs internationaux qui permet d'éclairer divers aspects de la gouvernance. Les variables politiques ont fait l'objet d'un travail de classification considérable de la part de D. Kaufmann et de la Banque Mondiale depuis plusieurs années : le programme « Governance matters » fixe ainsi six indicateurs institutionnels dans le domaine politique. Nous avons retenu 3 variables intéressantes qui sont la stabilité politique et absence de violence, l'état de droit, et le contrôle de la corruption. Les études antérieures ont montré un lien assez significatif entre ces variables institutionnelles et la croissance économique.

Les données sont issues de la Base de données de l'International Country Risk Guide (ICRG) 2020 et World Développement Indicator (WDI, 2020). Pour le traitement et l'estimation des données, nous avons utilisé les logiciels STATA 14.1 et Eviews 9.0. L'ensemble des variables d'intérêt et de contrôle sont consignés dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 01 : Indicateurs et variables

Indicateurs	Description	Signe attendu
PIBtete	Taux de croissance du PIB réel par tête.	+
IDE	Les investissements étrangers directs sont les entrées nettes d'investissement.	+
Ouv	Le logarithme du coefficient d'ouverture commerciale, mesuré par la somme des importations et des exportations en pourcentage du PIB.	+
FBCF	Formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB	+
STAPOL	Stabilité politique et absence de violence	+
RLAW	Etat de droit	+
CORR.	Contrôle de la corruption	+

Source : Construit par l'auteur

3.2 Modélisation économétrique

L'objectif de cet article est de mettre en évidence la relation de causalité entre la croissance économique et la qualité des institutions des pays de l'UEMOA.

Nous empruntons notre équation de la croissance à (Alaya, -Chenaf, & Rouger, 2009) comme suit :
 $PIB\ tête_{it} = f(INST_{it}, IDE_{it}, Ouv_{it}, FBCF_{it})$.

En spécifiant le modèle théorique décrit ci-dessus en panel, on aboutit aux modèles empiriques ci-dessous :

$$PIBtete_{it} = \mu_0 + \mu_1 STAPOL_{it} + \mu_2 RLAW_{it} + \mu_3 CORR_{it} + \mu_4 LIDE_{it} + \mu_5 LDouv_{it} + \mu_6 LFBCF_{it} + \varphi_{it}$$

ou

Y_{it} , $INST_{it}$, IDE_{it} , Ouv_{it} , $FBCF_{it}$, Désigne respectivement le Produit intérieur brut, la matrice institutionnelle, les investissements directs étrangers, degré d'ouverture, l'investissement domestique. t et i représentent respectivement la dimension temporelle (année) et la dimension individuelle (pays). φ_{it} Représentent

respectivement les termes d'erreurs. μ , β , α représente les coefficients des variables. Au regard des tests préliminaires (stationnarité, Co intégration de Pédroni, colinéarité, spécification de Fisher, test de Breunsh-Pagan et celui de Hausman) effectué sur les données, nous aboutissons au choix du modèle à effet aléatoire.

4. PRÉSENTATION, INTERPRÉTATION ET DISCUSSION DES RESULTATS

4.1 Relation de causalité entre les variables institutionnelles et la croissance économique

- ❖ Corrélation entre le LPIBtete et la STAPOL dans l'espace UEMOA sur la période de 2000 à 2020.

Pour ce qui est de notre cas nous avons la corrélation entre le LPIBtete et la STAPOL des pays de l'UEMOA sur la période 2000 à 2020. On a une corrélation égale a - 0, 2769. Cela signifie qu'il existe une relation négative entre la STAPOL et le PIB tête dans l'espace UEMOA. Une dépréciation de la stabilité politique entraine une diminution de la croissance économique dans l'espace UEMOA sur la période 2000 à 2020.

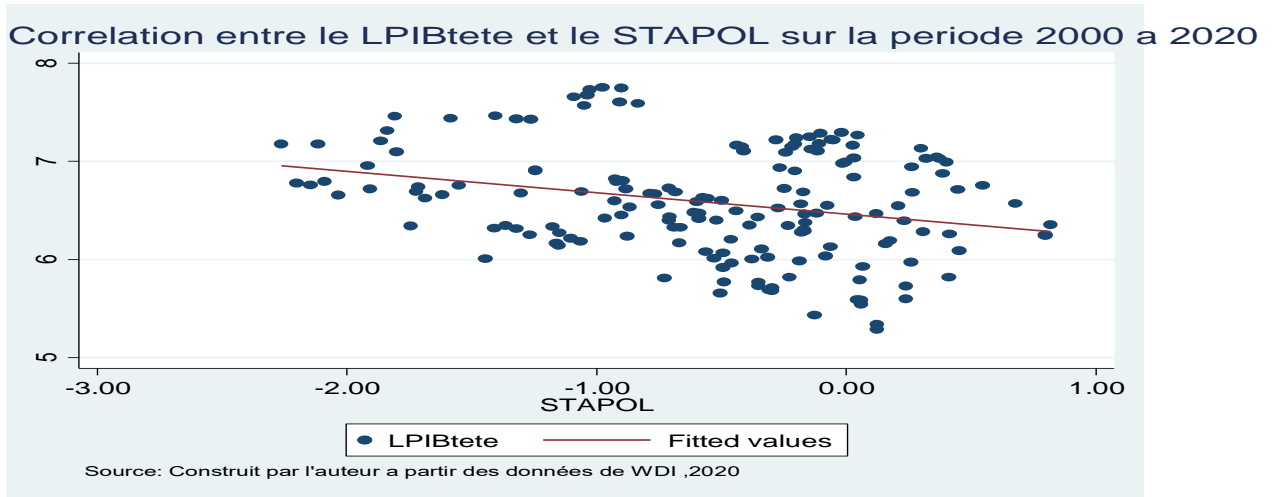


Figure 1 : Corrélation entre LPIBtete et le STAPOL dans l'espace UEMOA

Source : Nos travaux sous stata 14

❖ **Corrélation entre LPIBtete et RALW dans l'espace UEMOA sur la période 2000 à 2020**

Le graphique ci-dessous montre que la relation entre LPIBtete et l'état de droit est positive. Cela

confirme les nombreuses études qui sont parvenues à montrer que l'état de droit dans le pays hôte favorise la croissance du PIB tête. On peut donc dire que la croissance économique est fortement corrélée à l'amélioration de l'état de droit avec 0,028 comme valeur.

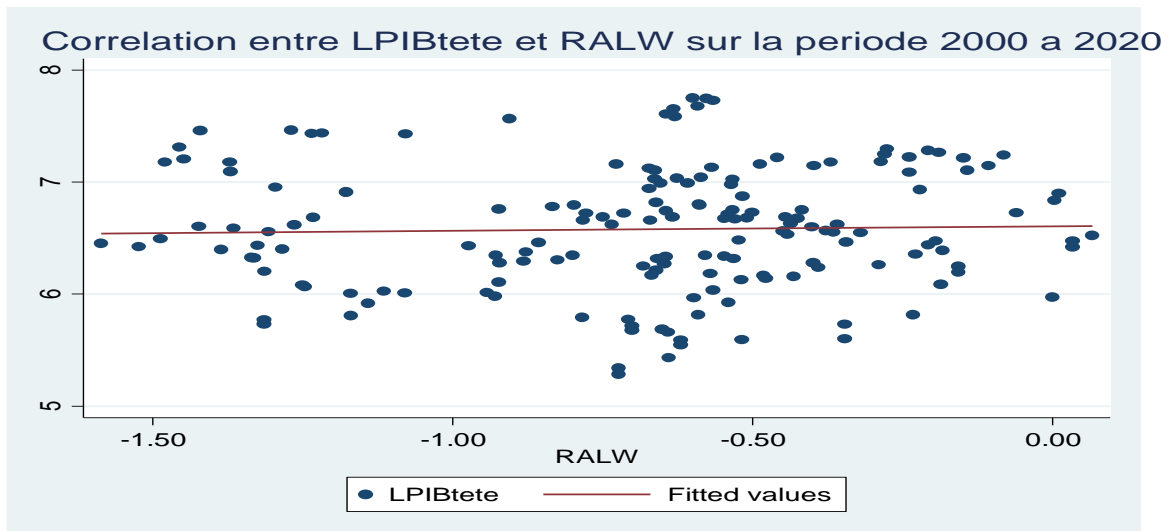


Figure 2 : Corrélation entre LPIBtête et RALW dans l'espace de l'UEMOA

Source : Nos travaux sous stata 14

❖ **Corrélation entre LPIBtête et le CORR dans l'espace UEMOA sur la période 2000 à 2020.**

La figure ci-dessous fait ressortir que la relation entre LPIBtête et CORR est fortement corrélée positivement avec pour coefficient (0,1847). Cela témoigne du lien qui existe entre ces deux notions

et corrobore l'hypothèse selon laquelle la corruption explique l'évolution de la croissance économique dans l'espace UEMOA.

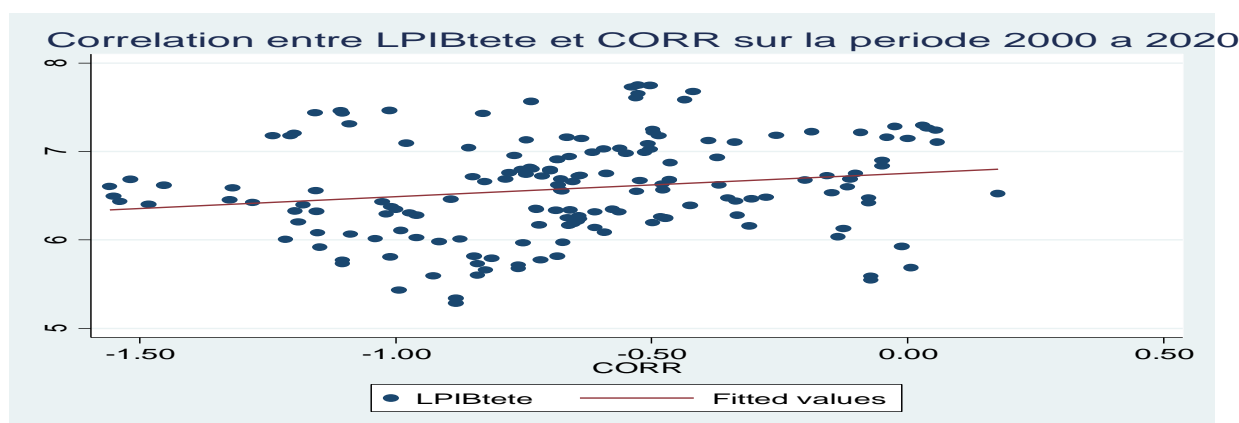


Figure 3 : Corrélation entre LPIBtête et CORR de l'UEMOA

Source : Nos travaux sous stata 14

4.2 Causalité entre la croissance économique et les variables institutionnelles

Ce tableau ci-dessous résume les résultats du test de causalité de Granger de l'équation mettant en exergue la relation existante entre la qualité des institutions et la croissance économique dans l'espace UEMOA.

Il ressort que le test de Granger confirme la présence d'une causalité entre la croissance économique et les variables institutionnelles. En effet, la probabilité associée au test de non causalité entre la croissance économique et les indicateurs de gouvernance sont inférieurs à 5% dans un seul sens. Ainsi, la croissance économique

entraîne la stabilité politique et l'absence de violence, l'état de droit, et le contrôle de la corruption dans les pays de l'UEMOA mais la réciproque n'est pas vraie selon les résultats affichés.

D'après les résultats de causalité la qualité des institutions dépend de la croissance économique avec des p-value respectivement de 0,0001, 1, e-05,8, e-06 pour l'instabilité politique, l'état de droit et la corruption. Ces résultats montrent que la croissance économique est très capitale dans l'espace UEMOA car l'instabilité politique et la violence, le manque d'état de droit et la corruption sont des facteurs de sous-développement.

Tableau 2 : Résultats du test de causalité de Granger entre la qualité des institutions et la croissance économique

Hypothèse nulle	W-Stat.	Zbar-État.	Prob.
L'instabilité politique ne cause pas la croissance économique	0.99640	-1.36967	0.1708
La croissance économique ne cause pas l'instabilité politique	6.04032	3.79774	0.0001
L'état de droit ne cause pas la croissance économique	1.56173	-0.79049	0.4292
La croissance économique ne cause pas l'état de droit	6.55949	4.32962	1.E-05
La corruption ne cause pas la croissance économique	1.58025	-0.77152	0.4404
La croissance économique ne cause pas la corruption	6.69336	4.46677	8.E-06

Source : Nos travaux sous Eviews 9.0

4.3 Interprétation des résultats des estimations; des effets de la qualité des institutions sur la croissance économique dans l'espace UEMOA

Les résultats des estimations permettent de montrer l'impact des variables institutionnelles sur la croissance économique. Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3 : Résultats des estimations

Variables explicatives	Modèle à effet aléatoire
Logarithme du PIB par habitant (LPIBtête)	
L'instabilité et violence (STAPOL)	-0,19367*** (0,0000)
Etat de droit (RALW)	0,13637 (0,265)
La corruption (CORR)	-0,15654* (0,154)
Logarithme des Investissements directs étrangers (LIDE)	0,13626*** (0,0000)
Degré d'ouverture (Douv)	-0,15139 (0,732)
Logarithme de la Formation Brut du capital Fixe (LFBCF)	0,34876*** (0,001)
Logarithme du Taux de change réel (LTCRE)	
Inflation	
Logarithme de la Dépense de consommation du Gouvernement (LDC-GOV)	
Constant	4,8390*** (0,0000)
Nombres d'observations	166
Nombre de pays	8
Estimateurs	Within 0,64 Between 0,11

Note : les p-values sont entre parenthèses. ***, ** et * indiquent la significativité respectivement 1%, 5% et 10%.

Ne; travaux sous stata 14.0

4.4 Interprétation et discussion des résultats de l'estimation

D'après les résultats, les variables institutionnelles, à savoir l'instabilité politique et la violence et la corruption sont significatives respectivement au seuil de 1% et au seuil de 10%. L'état de droit est non significatif.

On constate un effet négatif de l'instabilité politique et la violence sur la croissance économique représenté dans les 08 pays de l'UEMOA. Cela signifie qu'une appréciation de l'instabilité politique de 1% entraîne une diminution de 0,19% du PIB par tête. Comme on pouvait s'y attendre, l'instabilité politique et la violence sont des maux qui minent les pays de l'UEMOA. (Mohamadou & Oumarou, 2020) confirment que globalement la situation sociopolitique des pays d'ASS a eu

un impact négatif sur l'entrée des IDE en Afrique subsaharienne. Ceci corrobore l'hypothèse théorique de Lucas (1993) qui pense que l'instabilité politique est une préoccupation des investisseurs étrangers dans les pays en développement. Toujours dans cette lancée, (Perron, 2010) confirme que l'instabilité politique entrave la marche vers le développement au Tchad. Aussi (Morchid, 2010) montre qu'une amélioration de l'indice scoré des institutions d'un point entraînerait une augmentation du PIB réel per capita de 3,78%. De même, une amélioration de l'indice scoré des institutions politiques d'un point induirait une hausse du PIB réel per capita de 3,87%. Cela montre que les institutions politiques et économiques semblent donc jouer un rôle de premier plan dans la variation du PIB par tête à travers les 20 pays et sur la période prise en considération.

Pour ce qui est de l'état de droit, elle est non significative. Ce qui signifie que l'état de droit n'a pas un impact sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA.

Ce résultat confirme celui de (Azza, 2014) qui montre que l'état droit n'a aucun impact sur la croissance économique dans l'UEMOA. Ces résultats se justifient selon ce dernier par le fait que ces pays connaissent des problèmes institutionnels qui entraînent d'autres problèmes qui doivent être pris en compte tels-que la pauvreté, l'inégalité et le sous-développement. Les pays de l'UEMOA ont d'autres défis plus urgents que l'état de droit à savoir la pauvreté, l'inégalité et le sous-développement.

La corruption a un effet significatif et négatif sur la croissance économique dans l'espace UEMOA au seuil de 10%. Cela signifie qu'une hausse de la corruption de 1% entraîne une diminution de la croissance économique de 0.15%. Ces résultats confirment celui de Mauro (1995) qui met en évidence les effets néfastes de la corruption sur la croissance et les investissements. Sur cette même lancée (Tanzi & Davoodi, 2000) ont élaboré une étude dans laquelle, ils ont examiné quelques voies à travers lesquelles, la corruption peut agir sur la croissance économique. Ils trouvent que cette relation négative existe aussi entre l'indice de perception de la corruption et le taux de croissance économique. Selon (Omrane, 2016), certains auteurs avisés des questions institutionnelles perçoivent la corruption comme un catalyseur de la croissance. Ainsi, Acemoglu et Verdier (2000) ; Barreto (2000), soutiennent que la corruption lubrifie le mécanisme économique ou engraisse la roue économique et rend les économies plus efficaces en ce sens qu'elle procure aux entreprises et aux individus un moyen d'éviter les réglementations pesantes et un système juridique inefficace constituant aussi des obstacles à l'investissement et à l'activité économique en général. Mookherjee (1997) évolue dans ce sens en montrant que la corruption est bénéfique à l'économie car elle est à la base de mécanismes d'incitation au travail des agents fiscaux. Au regard du résultat, on est tenté de dire que la corruption pourrait avoir un effet positif sur la croissance économique dans l'espace UEMOA car le contrôle de la corruption pourrait entraver certains opérateurs économiques et investisseurs. Les statistiques ont montré que les pays de l'UEMOA font partie des mauvais élèves en termes de corruption soit parce qu'ils n'ont pas les moyens nécessaires pour le faire soit parce que la corruption est déjà à son plus

haut niveau et devenu un fait normal dans les affaires. Nous pouvons ainsi affirmer que les pays de l'UEMOA devraient travailler à améliorer la lourdeur administrative et les réglementations pesantes qui constituent un obstacle à l'investissement et à l'activité économique en général.

Pour les variables macro-économiques qui représentent les variables de contrôle, LFBCF et le LIDE, ils sont significatifs au seuil de 1%. Le Degré d'ouverture lui est non significatif.

Ceci dit, les résultats montrent que la variable LFBCF a un impact positif sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. Comme il fallait s'y attendre, une hausse de 1% de LFBCF entraîne une hausse de 0,34% du Produit brut par habitant qui mesure la croissance économique. Dans la théorie économique, la FBCF (investissements domestiques) joue un rôle très important dans le développement économique des pays car il crée des revenus. Les pays de l'UEMOA devraient encourager les investisseurs locaux à diversifier leurs investissements à travers les actions de protection et de subventions des entreprises naissantes.

Le LIDE a un impact positif sur la croissance économique des pays de l'UEMOA. Une hausse de 1% de LIDE entraîne une hausse de 0,13% de la croissance économique. Ce résultat témoigne de l'importance capitale des IDE dans la croissance économique des pays de l'UEMOA. Ces résultats confirment celui de Biao (2014). Par contre, (Raymond & Komanda, 2020) à travers leurs résultats ont montré que les IDE ont un signe négatif et non significatif sur la croissance économiques. Selon eux, les IDE ne stimulent la croissance économique que sous réserve de la réalisation de certaines conditions, à savoir le capital humain, l'ouverture commerciale et la bonne gouvernance institutionnelle. On a observé plus haut dans la plupart des pays de l'UEMOA une évolution lente des flux d'IDE pourtant génératrice de richesse et de croissance économique. Il est plus que nécessaire pour les pays de l'UEMOA d'assainir le climat d'investissements en vue d'attirer les investisseurs étrangers.

La non significativité du degré d'ouverture s'explique par la nature des échanges entre l'espace UEMOA et le reste du monde. En effet la plupart des échanges sont essentiellement basés sur des produits agricoles et des matières premières. Cela n'a presque pas d'effet escompté sur la croissance économique des pays de la sous-région puisqu'il n'y a pas de production de richesse. (Khalouki & Rachid, 2016) , ont montré que l'ouverture commerciale a un effet positif sur la

croissance économique dans les pays en développement. Les pays de l'UEMOA devraient travailler à mettre en place un modèle de développement basé sur la production et la transformation des matières premières avant d'avoir une balance commerciale positive.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Nous avons évalué l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique dans l'UEMOA sur la période 2000 à 2020. Avec l'utilisation d'un modèle à effet aléatoire, les résultats témoignent que la qualité des institutions telle que l'instabilité politique, la corruption et l'état de droit jouent un rôle très important sur la croissance économique. Ainsi, il ressort que l'instabilité politique et la corruption ont un effet négatif sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. L'état de droit est non significatif sur la croissance économique. Pour une meilleure performance économique dans la sous-région UEMOA, les pays devraient travailler à améliorer le contrôle de la corruption dans tous les secteurs. Ils pourront mettre des mécanismes pour réduire la corruption, à travers la création des cellules anti-corruption et leur donner plein pouvoir de mener à bien leurs investigations. Avec le défi d'intégration et de convergence des états de l'UEMOA, il serait souhaitable pour les pays, de mettre des instances de lutte contre la corruption au niveau régional.

Pour assurer la stabilité politique et la lutte contre la violence, le terrorisme, les états devraient mettre en place une armée sous régionale afin de mutualiser leurs efforts pour la lutte contre le terrorisme et le grand banditisme. Toujours dans cette lancée, fixer des règles qui puissent régir le processus des mandats pour éviter l'instabilité politique qui cause la plupart du temps la violence au sein des communautés.

Références

- [1] Alaya, M., -Chenaf, D. N., & Rouger, E. (2009). A quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance ? *Mondes en développement*, 119-138.
- [2] Azza, Z. (2014). Governance and Economic Growth : Application to the case of WAEMU Countries . *Munich Personal RePEc Archive (MPRA)*, 1-19.
- [3] Balamoune-Lutz, M., & Ndikamana, L. (2007). Corruption et croissance dans les pays africains :le canal de l'investissement. *Conférence économique africaine organisée par la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique* (pp. p 1-15). Addis-Abeba: /antiopa/Economica/363282G/Conference_2007/16-p art-III-4.
- [4] Chavance, B. (2007). *L'économie institutionnelle*. Paris: La Découverte. Récupéré sur ISBN : 978-2-7071-4492-8
- [5] Diandy, I. Y. (2018). Développement financier ,institutions et croissance économique en Afrique suhararienne : cointegration et causalité par les var en panel. *Finance & Finance Internationale*, p24.
- [6] Duchene, G., & Zouari, S. (s.d.). L'impact de la qualité des institutions sur les crises de changes. P 1-24.
- [7] Khalouki, H., & Rachid, M. A. (2016, Janvier-Juin). Analyse de la relation entre ouverture et croissance économique dans les pays en développement. *Revue Marocaine de Gestion et d'Economie*.
- [8] Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *The quarterly journal of economics*, 407-437.
- [9] Mohamadou, O., & Oumarou, S. (2020). Facteurs Institutionnels Et Attractivité Des Investissements Directs Étrangers En Afrique Subsaharienne: Une Approche En Panel Dynamique. *Global journal of human-social science: e economics*, 20, 1-20.
- [10] Morchid, B. E. (2010). La qualité des institutions constitue-t-elle une barrière à la relance économique? Application à un échantillon de pays africains. *La renaissance et la relance des économies africaines* (pp. p 1-18). Dar Es Salam: CODESRIA.
- [11] Omrane, B. (2016). Corruption et croissance économique : Une approche économétrique sur les données de l'Algérie. *European Scientific Journal ESJ*, V.12(No.7), p1-13.
- [12] Perron, B. (2010). *Croissance économique et instabilité en Haïti(1970-2008)*. Montréal.
- [13] Ramde, F. (2015). *Institution, investments and growth in WAEMU: a panel VAR approach*. Munich Personal RePEc Archive.
- [14] Raymond, E., & Komanda, O. (2020). Investissement direct étranger et croissance économique en zone CEMAC : Le rôle du capital humain. *Revue Marocaine d'Économie*, n° 3, p 1-18.
- [15] Souria, Hammache. (2017). Etude empirique de l'impact du risque-pays et de la qualité institutionnelle sur les IDE en Algérie de la période 2010-2014. P 198-213.
- [16] Tanzi, V., & Davoodi, H. R. (2000). Corruption ,growth, and public finances. *IMF Working Paper*, 1-27.